

TRIBUNE :

LA FÊTE DE LA MOTO ?

NIORT. — Les incidents de Niort vont malheureusement entrer dans les annales du sport motocycliste puisque, pour la première fois dans cette spécialité, des coureurs ont fait grève avant le Grand Prix de France 250 cc de cross. Les raisons sont plus ou moins inconnues mais le moins qu'on puisse dire est qu'elles divergent selon que l'on se place d'un côté ou de l'autre. Il y a hélas maintenant un côté et un autre, organisateurs et coureurs, quels qu'ils soient.

Et le grand lésé de l'histoire ne sera que, comme d'habitude, le spectateur. Il a l'habitude qu'on le traite avec plus ou moins de délicatesse. Mais qu'il serve de témoin et de victime à la fois dans une affaire entre la Fédération Internationale Motocycliste et les pilotes n'est pas admissible, pas plus que ce soit le Moto Club des Deux-Sèvres qui paie les pots cassés.

LE POINT DE VUE DES PILOTES

Les pilotes ont avancé diverses réclamations. Ils ont d'abord fait supprimer le grand M avant les célèbres buttes. Les organisateurs y ont consenti après accord du Jury international. Puis ils ont exigé l'arrosage du terrain, la poussière qui régnait étant vraiment dangereuse. Il est certain que le pilote qui réussit à se détacher ds le départ prend une option sérieuse sur la victoire car les autres concurrents ne peuvent réagir qu'au prix de risques qu'ils ont pourtant l'habitude de prendre. Mais la vitesse dans ces conditions est vraiment dangereuse. C'est pourquoi ils ont voulu prendre certaines précautions, non par peur mais par souci d'honnêteté. Le championnat aurait pu être faussé par une course qui ne se serait pas déroulée dans les meilleures conditions et l'on comprend la position de Mikkola notamment qui n'a plus la forme du début de saison et qui risque de se faire déposséder par les Russes Moisseev et Kavinov.

Devant le refus du jury international, les pilotes ont alors proposé de courir mais en annulant le grand prix, ce qui revenait à une simple démonstration de kermesse. Et les membres du jury ont à nouveau refusé. Dans ces conditions, il devenait difficile de rester à Niort, les coureurs ont alors décidé de partir.

LE POINT DE VUE DU JURY

Le jury international était présent à Niort uniquement pour délibérer des éventuels problèmes. En aucun cas, le M.C.D.S. en était partie prenante. Le jury a reçu les dif-

férentes protestations des coureurs, a accepté de faire supprimer le grand M puis n'a pas pu autoriser l'arrosage du terrain. Dans le même temps, il n'avait pas le droit de faire repousser le Grand Prix de France. Ou les pilotes prenaient le départ, où ils ne le prenaient pas et à cet instant, le Grand Prix était annulé. C'est ce qui s'est passé car les organisateurs n'ont pu aller à l'encontre des décisions préfectorales d'interdiction d'arroser.

Ce jury était en fait le seul responsable face aux pilotes. Le M.C.D.S. prêtait son terrain et son organisation. Mais il semble que les pilotes aient décidé de faire à Niort ce qui couvait depuis longtemps, très exactement depuis le Prix de Namur en Belgique. Les revendications avaient pu être satisfaites, que ce soit à Namur, Ettelbruck (Luxembourg) ou Reggio (Italie). A Niort, il en était pas question puisque l'arrêt préfectoral coupait les jambes à tout le monde.

LE POINT DE VUE DU M.C.D.S.

Le M.C.D.S. a travaillé pendant un an à l'installation du circuit de Niort. Il dispose de pompes pour arroser en cas de poussière trop importante, ce qui était le cas dimanche. Mais l'interdiction préfectorale est formelle. Pas d'arrosage. On peut comprendre ce point de vue puisque une manifestation sportive n'est pas aussi primordiale que l'arrosage de champs de blé en train de mourir. Vis-à-vis des agriculteurs, il aurait été injuste de procéder à cette opération.

Pourtant, le député-maire de Niort, M. Gaillard, accordait une autorisation exceptionnelle de déverser 4.000 l d'eau par les pompiers. Mais ce n'était bien sûr qu'une goutte d'eau dans des tonnes de poussière. Que peut faire un club qui a fait les modifications de circuit mais qui ne peut aller à l'encontre des décisions nationales ?

Peut-il être le responsable d'une sécheresse qui dure en fait depuis un an ? De même, peut-il encourager le public à faire preuve de violences envers des pilotes comme ce fut le cas en Italie. Il est bien sûr pas question d'autoriser le lynchage et c'est pourquoi le public a été tenu à l'écart des revendications. La grève des pilotes avait un but précis qui est la revendication contre les circuits poussiéreux. Cette revendication dure depuis deux ans...

—

Les trois parties avaient toutes d'excellentes raisons de défendre leur point de vue. On sait que les pilotes vont se réunir cette semaine pour décider d'une attitude face au prochain Prix d'Angleterre qui

va sans doute se dérouler dans les mêmes conditions. N'auraient-ils pas pu le faire avant Niort ou avant Reggio, Ettelbruck ou Namur ?

La Fédération Internationale de Motocyclisme n'aurait-elle pas pu prévoir cette sécheresse qui est la cause de tous les maux et qui dure depuis plusieurs années ? Mais lorsque les calendriers sont établis en fin d'année, peut-on raisonnablement prévoir une calamité naturelle comme celle qui frappe notre région depuis plusieurs semaines ?

A-t-on le droit d'accuser l'une ou l'autre des parties qui en sont bien vite arrivées au point de rupture ? Il est normal que les pilotes ne soient pas d'accord pour fausser un championnat très important pour eux. Cela aurait été le cas à Niort, compte tenu de cette poussière. Il est normal que le M.C.D.S. ait voulu obliger les pilotes à courir compte tenu des engagements envers le public, mais alors aurait-on pu considérer que le spectacle offert correspondait à ce qui était annoncé ?

Le danger (qui ne fait pourtant pas peur à ces trente pilotes, les meilleurs du monde) était-il en rapport avec la démonstration envisagée ?

Il semble malheureusement que le public ait fait les frais de cette aventure. Ce n'était pas la faute aux pilotes qui

ont voulu faire preuve d'honnêteté, ce n'était pas la faute au jury international qui ne pouvait laisser les pilotes prendre le départ si ce n'était pas pour le Grand Prix de France. Ce n'était pas non plus la faute des organisateurs qui n'étaient pas partie prenante dans ces échanges acerbes entre pilotes et représentants de la F.I.M.

La faute à personne et à tout le monde. La faute avant tout à la sécheresse qui a nui au spectacle d'une manière irrémédiable.

Il existait bien sûr quelques solutions de rechange comme celle de répandre de l'huile vidange sur la piste. Elle ne s'évapore pas et n'est pas plus dangereuse que l'eau. Mais le terrain n'appartient pas au Moto-Club. Et l'agriculteur a quand même le droit d'y mettre son cheptel...

On pourra ergoter longtemps sur telle ou telle solution, mais de toute façon, il n'était pas pensable pour les organisateurs de pousser le public vers le parc des coureurs comme cela a été fait en Italie. La violence n'a jamais payé. Au risque pour les bénévoles du M.C.D.S. de se faire traiter de voleurs, escrocs, etc.

Car le drame de ces accrochages entre F.I.M. et pilotes au sujet de leur sécurité est que les gens du coin qui se sont dévoués au sport-spectacle paieront toujours les pots cassés. Même s'ils n'y sont pour rien.

P. BOUDREULT